

L'hon. M. SUTHERLAND: En voici les détails en chiffres ronds:

Instructeurs des bataillons scolaires, \$42,000; commis militaires, \$5,000; sténographes, \$14,000; instructeurs en culture physique, \$42,000; signaux, bataillons scolaires, \$1,700; allocation d'instruction, \$184,000; transport des officiers régionaux, \$11,000; transport des instructeurs en culture physique, \$8,000; cours des instructeurs des bataillons scolaires, \$22,000; frais de transport de marchandises et camionnage, \$2,000; fusils, munitions et équipement, \$2,000; timbres, papeterie et téléphone, \$2,800; divers, \$300; subvention à la Dominion of Canada Rifle Association, \$1,000.

M. GARDINER: Ce crédit comprend-il tous les appointements payés aux instructeurs, ou bien les commissions scolaires y ajoutent-elles quelque chose?

L'hon. M. SUTHERLAND: Les commissions scolaires déboursent bien plus que cela. Ces sommes sont accordées sous forme de subventions aux instructeurs qui possèdent certaines aptitudes et qui suivent des cours. Dans la plupart des écoles supérieures, l'instructeur remplit une autre charge et cette subvention lui est accordée pour le temps qu'il consacre au bataillon scolaire.

M. HEAPS: Les bataillons reçoivent-ils des uniformes achetés par le Gouvernement?

L'hon. M. SUTHERLAND: Jusqu'à l'an dernier, nous donnions une allocation pour l'uniforme, mais nous l'avons supprimée.

M. GARLAND (Bow-River): Le ministre a déposé ses crédits principaux de \$100,000 qui accusaient une diminution de \$300,000 sur ceux de l'an dernier. Je suis certain que le ministre n'avait aucunement l'intention d'induire en erreur le comité ou le pays en déposant son budget principal. Je suis convaincu qu'il croyait le chiffre de \$100,000 suffisant, mais est-il prêt à laisser entendre que cette somme serait suffisante l'année prochaine? Le ministre a cru que \$100,000 suffiraient cette année, et nous acceptons son explication quand il nous dit qu'il ne s'attendait pas à ce chiffre additionnel de \$260,000. Mais je lui conseille de s'y attendre l'année prochaine et de réduire le chiffre d'autant. Si le ministre désire sauver notre pays et soulager le chômage jusqu'à concurrence de \$260,000, le moyen s'offre à lui de le faire. Veut-il suivre cette ligne de conduite?

L'hon. M. SUTHERLAND: Je suis très favorable à ce mouvement, mais il a dû céder le pas à autre chose de plus pressant. Je suis convaincu que nous ne pouvons nous en tirer avec \$100,000, mais la question de savoir quelle somme il faudra dépenser l'an prochain devra être examinée par le Conseil du trésor et le cabinet.

M. GARLAND (Bow-River): Par suite des conditions qui existent dans tout le pays, le ministre ne croit-il pas qu'il nuit, à lui-même d'abord, à sa cause et à son Gouvernement en continuant à faire voter ce crédit? Toutes les personnes, hommes et femmes, qui connaissent la situation, loueraient le ministre d'avoir laissé de côté ce crédit pendant la période actuelle de marasme. Il est vrai que la somme n'est pas considérable, mais elle prend de grandes proportions aux yeux des chômeurs et de ceux qui font leur possible pour leur venir en aide et leur permettre de traverser cette crise économique. Voter \$360,000 pour l'instruction militaire des petits garçons dans les écoles n'est pas ce qu'il convient de faire dans une période critique comme celle-ci. Je suis opposé à ce crédit, dans les bons comme dans les mauvais jours, mais, étant donné la situation actuelle, je crois que ce crédit devrait être rayé.

L'hon. M. SUTHERLAND: Mon honorable ami doit, certes, se rendre compte que cette question offre deux aspects. Un grand nombre des habitants du Canada ne partagent pas son opinion. Les commissions scolaires ne sont pas obligées d'accepter ces subventions; si elles ne veulent pas les accepter, elles n'ont qu'à les laisser. Depuis que les crédits principaux ont été déposés, un grand nombre de personnes de toutes les parties du pays m'ont fait des observations et ont protesté contre la réduction de crédit. Il ne s'agit pas ici d'une organisation militaire; c'est la culture physique qui justifie ce crédit. La discipline que fait acquérir cette formation est des plus excellente dans les circonstances que nous traversons. La discipline et l'éducation physique sont l'essence même des bataillons scolaires et non pas le militarisme.

M. GARLAND (Bow-River): C'est peut-être à cause des protestations que le ministre a inséré \$260,000 dans le budget supplémentaire.

L'hon. M. SUTHERLAND: Non.

M. GARLAND (Bow-River): Était-ce simplement une erreur de la part du ministre?

L'hon. M. SUTHERLAND: Oh non! pas du tout.

M. GARLAND (Bow-River): Était-ce une estimation trop peu élevée?

L'hon. M. SUTHERLAND: Oui, estimation insuffisante de ma part.

M. GARLAND (Bow-River): Étant donné que \$84,000 vont aux traitements du personnel et le reste pour des frais de déplacement, et ainsi de suite, je ne suis pas surpris qu'à une époque comme celle-ci, les instructeurs d'exer-